



## conseil national

### Rapport de situation générale

#### Annexe III : Réponses et stratégies politiques et syndicales

##### 1°/ Evolution des Forces Politiques

Il ne saurait être question dans cette annexe de rapporter et d'analyser l'ensemble des événements, faits et paroles, qui ont émaillé la vie politique et sociale du pays au cours des derniers mois. Le rapporteur s'en tiendra aux quelques éléments structurels et conjoncturels qui permettent de fournir un fil conducteur et une explication plausible de la période récente. Pour ce faire une place particulière est accordée aux tendances lourdes qui caractérisent, au-delà des péripéties institutionnelles, artisanes, électorales, gouvernementales, la vie politique française et les réactions du peuple. Le but poursuivi est de faciliter la compréhension et l'action des organisations confédérées.

##### A/ Situation politique paradoxale

###### 1° - Une majorité sociologique de gauche

Une première vérité s'impose étant analyste de la réalité française, c'est l'existence depuis plus de cinquante ans d'une majorité sociologique de gauche. Elle s'exprime la plupart du temps par la médiation de partis qui se situent à gauche de l'échiquier politique ; une partie de cette majorité peut à certains moments se porter sur des formations (le M.R.P.) ou des hommes (de Gaulle) qui leur apparaissent susceptibles de secouer la poussière des habitudes et de pratiquer une politique de progrès ou de débloquer une situation. Mais ces escapades sont provisoires et instables.

Quelques idées générales et représentations collectives cimentent cette gauche sociologique :

- attachement à la forme républicaine de l'Etat, à la démocratie parlementaire,
- affirmation du rôle prééminent de l'Etat par rapport aux intérêts particuliers dans les divers domaines (civique, économique, social...) et à la nécessité de l'intervention de l'Etat dans l'Economie pour assurer soit l'indépendance soit la défense des intérêts collectifs,
- volonté de garantir et d'élargir la reconnaissance et l'exercice des droits et libertés individuelles et collectives,
- maintien et extension de l'égalité et de la justice selon les critères de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen,
- croyance dans le caractère progressiste de la croissance matérielle et de l'évolution scientifique et technologique.

A l'énoncé de ce catalogue on pourrait estimer qu'il caractérise plus l'ensemble de la collectivité nationale que "la gauche".

son affaire en quelque sorte. D'où aussi la place extraordinaire dans la gauche politique de ceux ou de celles qui approchent quotidiennement l'Etat et ses institutions, ou qui connaissent son fonctionnement (enseignants, fonctionnaires, etc...).

A en rester aux termes classiques de la vie politique, la gauche est incontestablement majoritaire dans la pays. Mais les attentes des groupes qui composent cette gauche idéologique et sociologique sont diverses et parfois même contradictoires. Elle peut triompher électoralement quand le problème se situe à un niveau politique ou institutionnel. Mais elle éprouve des difficultés à gouverner durablement car elle n'a pas d'homogénéité sociale ou politique réelle. Face aux problèmes économiques, sociaux, etc... ses réponses sont diverses et hétérogènes.

### 3° - Un éternel recommencement ou un espoir ?

A observer lucidement la vie politique française notamment à la lumière des événements de ces derniers mois on éprouve quelques difficultés à se dégager d'une impression de déjà vu et à ne pas partager le point de vue de F. FUREI tel qu'il l'exprime dans le *Nouvel Observateur* (5/12/1977) dans son compte-rendu de livre de Philippe ALEXANDRE sur le "Renom de la gauche" :

"Ce qui frappe dans la politique française d'aujourd'hui, ce n'est pas ce qui "la renouvelle, c'est ce qui la rend toujours plus semblable à elle-même. Chirac nous refait du Pompidou. Raymond Barre reprend contre le RPR la stratégie de Monsieur Pinay contre le RPF. Le président de la République rêve de "la Grande Fédération" chère au Servan Schreiber de 1963. François Mitterand, lui, se heurte au même problème que Léon Blum dans les années 1920-1930. Les données, en sont très simples et n'ont pas changé : on "ne peut reconstruire le parti socialiste que par une stratégie "de gauche" "qui débouche à terme sur un accord de gouvernement avec le parti communiste. Cela étant fait on ne peut gouverner avec le parti communiste. Et tout "recommence".

Mais l'histoire ne se répète jamais complètement. Les problèmes d'aujourd'hui ne sont pas exactement ceux d'hier. Il faudra du temps et des épreuves pour construire une gauche socialiste qui s'appuie sur un rassemblement majoritaire dans le pays. Quand on mesure la distance parcouru depuis les trois dernières décennies, force est de constater que notre travail de rénovation a porté des fruits incontestables, insuffisants certes mais riches.

### B/ La droite : Des stratégies complémentaires ?

Chacun sent et admet aujourd'hui que l'élection présidentielle de 1974 marque une rupture dans le fonctionnement des institutions de la Vème République et dans le spectre des forces politiques.

L'échec de J. Chaban-Delmas, le ralliement de J. Chirac, la victoire de Valéry Giscard d'Estaing ne peuvent se comprendre que si on remonte aux raisons du départ de de Gaulle en 1969 et de son échec final. La France (le peuple et ses notables) a accepté le régime de de Gaulle tant qu'il y avait des problèmes politiques difficiles à résoudre (guerres coloniales, légitimité des institutions et des dirigeants, indépendance nationale et solidarité européenne) mais cet accord profond n'allait pas au-delà. En effet dès que les questions économiques ou sociales sont revenues sur le devant de la scène, de Gaulle a vu son crédit et sa majorité s'effriter, à droite comme à gauche. Les notables centristes (et de droite) le faisaient mettre en ballottage en 1965 et réussissaient à le faire battre et à partir en 1969.

une politique internationale et une défense des intérêts du pays qui passe par la sauvegarde prioritaire des intérêts de ces catégories. D'où un certain langage interventionniste, protectionniste, planificateur et nationaliste avec la dose d'autoritarisme nécessaire.

Dans la lutte contre la gauche, pas question de distinguer entre le PC et le PS. J. Chirac avait fondé sa stratégie sur la conviction que, malgré leurs différences, le PS et le PC étaient condamnés à s'entendre jusqu'aux élections de mars 1978 et qu'il était inutile d'opérer des distinctions savantes. Il fallait dénoncer, aux yeux de l'opinion publique, le programme commun de gouvernement et l'union de la gauche, il fallait faire peur. C'est une stratégie de dramatisation qui aurait pu être poursuivie jusqu'au bout sans deux événements essentiels et leur conséquence : la permanence de la crise, l'aggravation de ses effets ; l'affaiblissement de la majorité, suite en partie aux coups portés par le RPR et son chef au gouvernement. J. Chirac avait sous-estimé le rapport qu'il y avait entre l'unité à droite et l'unité à gauche.

Valéry Giscard d'Estaing tente depuis le début de son septennat de faire partager par l'ensemble de la majorité et de la population une autre stratégie. Voulant faire de la France un pays à l'égal des autres pays industriels, mais tenant compte de l'existence du parti communiste et du nationalisme gaulliste, il estime que la France ne peut être gouvernée qu'au centre, voulant dire par là à la fois que notre pays se refuse à des politiques radicales et que son axe de pouvoir passe par le centre. Pour étayer sa proposition, il a procédé à une analyse superficielle de la société française tendant à assimiler couches moyennes salariales et centrisme. Mais la réalisation de sa stratégie suppose des changements du système institutionnel, notamment du mode de scrutin et le détachement du parti socialiste, ou d'une partie de celui-ci de l'union de la Gauche. Conditions difficiles à réaliser dans le cadre présent mais demain... C'est à construire ce demain que s'attache Valéry Giscard d'Estaing, pour cela il lui faut parler le langage de "l'unité" et non celui de l'affrontement. C'est ce à quoi il s'essaie avec un brio de succès si l'on en croit les sondages sur la popularité du président. L'objectif est clair, il s'agit de lever les contraintes qui empêchent l'épanouissement de la société libérale sur le plan économique, social, culturel, politique, tout en évitant les excès et les inconvénients majeurs. Cette stratégie implique au niveau national l'ouverture des frontières, la construction d'une certaine Europe, le renforcement de l'alliance atlantique, etc...

Mais entre les affirmations et la réalité, il existe une distance appréciable. Ainsi le président de la République parle souvent de décrispation de la vie politique. Or, que fait Raymond Barre depuis seize mois ? Il impose une politique d'austérité, particulièrement aux salariés, et il refuse toute forme de négociation ou de concertation. Or le projet avoué est d'aligner la France sur les autres pays de l'Europe du nord. Si ces pays pratiquent des politiques dites d'austérité, ils ont accepté d'ouvrir une négociation sur divers aspects et ont tenté de développer une concertation réelle. La démarche française est autoritaire et ignore les propositions des organisations syndicales. Incohérence et manque de volonté.

En définitive l'inconvénient pour la réussite d'une telle stratégie c'est que le Président n'a pas à sa disposition des forces sociales capables de la porter et de la soutenir. V. Giscard d'Estaing cherche l'appui des couches qui ne lui apparaissent pas définitivement fixées dans le spectre français et il entend les disputer au Parti Socialiste qui semble recueillir pour l'instant leur adhésion ou leur voix. Le Président de la République sait que l'avenir de la Droite passe par sa capacité à capter les énergies et les suffrages de toutes ces catégories, engendrées par la société présente et à la recherche d'un projet et d'un rassemblement.

En l'absence d'un tel soutien, la stratégie de V.G.E. et des responsables giscardiens reste au niveau du discours sans entrer dans celui des réalisations même par-

Dès le départ la CFDT a estimé qu'en tant que membre de l'union des forces populaires, elle ne pouvait pas se taire et qu'elle aurait des initiatives à prendre. Mais pas n'importe lesquelles. Notre organisation, comme toujours, a voulu se situer en tant qu'organisation syndicale indépendante, menant une action de masse et de classe. Il n'était pas question d'intervenir directement dans le débat programmatique et tactique. Il nous fallait par contre rappeler à nos partenaires quels étaient, à nos yeux, les points essentiels sur lesquels le rassemblement pouvait se faire. Comme toujours il s'agissait d'ouvrir le débat d'organisation à organisation, sur la base de nos responsabilités respectives ; nous n'acceptons pas de jouer le rôle d'intermédiaire ; nous exprimons les attentes et les sentiments des travailleurs tels que nos organisations les ressentent.

Dire que nous avons été totalement surpris par cette rupture c'est aller un peu loin. En effet dès la fin du premier semestre 1977, nous nous étonnions de la manière dont s'engageaient les négociations sur l'actualisation du programme commun et surtout du silence de l'ensemble des partis sur la crise, son extension, sa durée, son approfondissement, et les remèdes à proposer pour en sortir. C'était le sens des remarques faites, notamment dans une interview au "Monde" le 17 août 1977. Propos qui furent souvent mal reçus par la classe politique qui s'attache plus à la forme qu'au fond. Or, les événements le montrent, les questions abordées sont parmi les grands problèmes qu'il nous faut attaquer : politique de plein emploi, inégalités, nouveau type de développement, etc...

Au moment où ce rapport est rédigé, c'est-à-dire 90 jours après la rupture de l'union de la gauche, il est possible d'avancer quelques réflexions sur les raisons de la situation présente. Il ne s'agit pas de certitudes mais d'éléments vraisemblables qu'il nous faut nécessairement connaître et peut-être discuter.

Nous nous arrêterons peu à l'analyse détaillée et aux positions ponctuelles prises par la CFDT. Pour les connaître nous renvoyons aux textes et positions du Secteur Politique, de la Commission Exécutive, du Bureau National, du Conseil National. A travers diverses remarques et hypothèses, notre seul but est d'aider à la compréhension de la période afin que nous situions au mieux notre action et nos initiatives.

#### 1 - la fonction du programme commun

Pour saisir les raisons de la situation présente, il nous faut nécessairement partir du programme commun et de tout ce qui a entouré sa confection et sa signature.

Nous sommes en 1971. Les événements de 1968 ont eu pour résultat direct l'écrasement électoral de la gauche et, indirectement, le départ du Général et l'arrivée de G. Pompidou.

Au niveau de la gauche, le parti communiste demeure isolé mais a montré qu'il pouvait mobiliser son électorat (1er tour des présidentielles de 1969) ; il sait néanmoins qu'il lui faut impérativement réintégrer la vie politique française pour arrêter son relatif déclin et peser sur les événements. Pour ce faire, afin de tenir compte des événements de mai 1968 il s'est doté d'une stratégie élaborée hâtivement : la démocratie avancée dont la réalisation passe par un programme commun de gouvernement avec la SFIO. L'alliance avec les socialistes est aux yeux des communistes un point de passage obligé, le seul qu'ils aient à leur disposition pour entrer à nouveau dans le jeu politique normal. Or les socialistes refusent, se contentant d'un débat de fond destiné à réduire les oppositions nées de la scission de 1920. Guy Mollet et Alain Savary ne croient pas à la possibilité d'un programme commun de gouvernement. Ils estiment que l'essentiel est de battre la majorité gaulliste, avec l'aide des centristes si nécessaire ; le combat pour des changements fondamentaux venant ensuite.

L'alliance scellée par la signature du programme commun permettait à la gauche de contester efficacement la majorité et de devenir elle-même majoritaire. Est-elle pertinente pour l'arrivée au pouvoir et gouverner ?

## 2 - des stratégies différentes

Quand on regarde le déroulement des événements et que l'on cherche la signification, on constate que chacun des partenaires a mis l'accent sur l'une ou l'autre fonction du pacte de l'alliance selon son intérêt du moment. Mais les choses se nouent à notre avis en 1974.

Cette année marque un tournant à différents points de vue. La crise, que certains ne voulaient pas voir, fait sentir ses effets de manière plus sensible à cause du renchérissement du pétrole. La gauche est quasi majoritaire dans le pays. Le rééquilibrage en faveur du PS se réalise en son sein. Le PS commence à affirmer sa nouvelle personnalité. La majorité est divisée, etc... L'hypothèse de la victoire de la gauche est plausible. Il faut donc s'y préparer. Il y a nécessairement infléchissement des stratégies, il ne s'agit plus seulement de bâtir une alternative crédible dans l'opposition, il faut s'affirmer candidat au pouvoir. C'est là que commence sérieusement les difficultés.

### a) le parti communiste

Le parti communiste sait et admet que le prix à payer pour la réintégration dans la vie politique française est une prédominance électorale et surtout parlementaire du PS. Cela n'est supportable que si le PS demeure le parti des classes moyennes salariées et autres. Par contre, s'il veut déborder ce rôle, il est évident qu'il entre en compétition avec le PC, ce que celui-ci ne saurait tolérer. Or, en 1974 la preuve est faite que le PS devance le PC au plan électoral, que la dynamique unitaire lui est plus favorable et qu'au travers de différentes initiatives telles que les Assises du Socialisme, il tend à s'affirmer comme une organisation présente dans tous les milieux et sur tous les terrains. En approfondissant le thème autogestionnaire il cherche à affirmer l'originalité de sa conception et de son comportement dans la gauche et dans le pays.

Le PC a réagi devant cette situation nouvelle en réaffirmant l'identité du Parti et sa volonté de réunir autour du noyau dur de la classe ouvrière l'Union du Peuple de France. Il l'a fait comme toujours en agressant ses partenaires et en polémiqueant avec eux. Le PCF savait qu'il pouvait aller assez loin dans ce sens car il avait la conviction que le PS était prêt à faire beaucoup de concessions pourvu que la dynamique unitaire soit sauvegardée. C'est ce qui explique par exemple les concessions de F. Mitterand à sa minorité lors du Congrès de Dijon sur les élections municipales.

Quand on analyse l'attitude, les faits et paroles du PCF et de ses responsables, une question vient immédiatement à l'esprit : reste-t-il sur une stratégie unitaire ? Ou poursuit-il un autre dessein ?

Les dirigeants du PCF pour expliquer leur politique présente se réfèrent en permanence au XXIIème Congrès. Pour les observateurs, celui-ci est le congrès de l'ouverture. A y regarder de plus près on constate qu'il peut y avoir plusieurs lectures de ce congrès et que l'on peut en tirer plusieurs politiques. Il réaffirme en effet à la fois la fidélité à l'union de la gauche mais aussi la doctrine officielle du parti sur le rôle de la classe ouvrière, du PCF en tant que parti de la classe ouvrière, l'existence et la validité d'une science de la société. L'Union du Peuple de France est célébrée dans maints passages des textes adoptés au congrès. Cette union telle que la conçoit le PCF peut-elle se réaliser dans le cadre de la stratégie de l'union de la gauche ou postule-t-elle autre chose ? Au fur et à mesure que le mois de septembre 77 s'éloigne et que se développe la polémique, ces questions se posent inévitablement. Nous ne pouvons d'esquisser des hypothèses que seul l'avenir vérifiera ou infirmera.

il peut à merveille "Radicaliser" sans risque sa propagande et son analyse, ses informations, ses propositions. Il a saisi l'actualisation du programme commun de gouvernement pour lancer cette offensive ; car elle lui permettait de faire le lien avec le deuxième aspect de sa démarche : mettre au pied du mur les autres partis par rapport à la place qu'ils entendaient laisser au parti communiste dans les centres de pouvoir. C'est à ce niveau que les discussions sur les nationalisations, comme la polémique sur la structure gouvernementale, prennent toute leur importance.

Le PCF et les autres partis ne sont pas dans la même situation. Au fur et à mesure que l'échéance se rapproche et que la victoire de la gauche devient de plus en plus crédible et certaine, le PS est obligé d'en tenir compte. En effet il n'y aura victoire que parce que lui et son premier secrétaire donnent l'impression de dominer l'alliance et d'imposer une politique de changement contrôlée. L'enjeu est capital et tragique. Ils savent qu'ils n'ont pas le droit d'échouer. Toutefois la crise est là et elle perturbe bien des données, la navigation sera difficile et la boussole du programme commun de gouvernement est loin d'être fidèle. Devant une telle réalité, tout en restant dans la ligne des engagements antérieurs, il est indispensable que le PS ait le maximum d'autonomie pour pouvoir faire face aux difficultés. Il est obligé, pour garder son audience et son autorité, d'agir comme un parti responsable, appelé à gouverner demain. Dès qu'il quitte cette ligne, il se heurte à la fois à des difficultés internes et à un affaiblissement de son influence. Le PCF se met dans une position de renforcement de son poids dans la classe ouvrière et d'attente. Le moment venu, il jugera ce qui lui coûtera le moins cher par rapport à sa priorité essentielle : affermissement de son identité et renforcement de son impact dans la classe ouvrière au sens classique de ce terme.

Au terme de cette analyse une question se pose nécessairement. La stratégie de l'Union de la gauche était adaptée pour affaiblir la majorité, elle ne résiste pas à la perspective du pouvoir. Question qui parcourt toute l'histoire de la gauche française depuis toujours et qui a pris un relief particulier depuis 1920.

#### b) le parti communiste et l'autogestion

Chaque fois que le parti communiste ajuste ses positions, des militants de la CFDT apparaissent surpris. Le PC bougerait-il, changerait-il ? Et s'il bouge, s'il change, jusqu'où ira-t-il ?

C'est vrai, devant les déclarations du PCF, on comprend la surprise des militants. Mais la question que l'on doit se poser n'est pas celle de savoir si le PCF change mais bien celle de savoir pourquoi le PCF a-t-il pu rester si longtemps sans ajuster ses positions. Tout corps vivant est obligé de s'adapter à son milieu pour vivre et se développer. Le surprenant en définitive n'est pas l'évolution du PC mais l'absence d'une telle évolution pendant si longtemps. Le PC mesurant aujourd'hui le mal que lui a fait son immobilisme met les bouchées doubles à sa manière. Quand on examine les idées et les propositions du PC elles n'ont pas de signification en soi, elles ne prennent leur véritable sens que par rapport à la conception de la transformation sociale développée par le Parti, au rôle de ce parti dans cette stratégie.

La CFDT dans ses textes de congrès insiste souvent sur la nécessaire cohérence qui doit exister entre l'analyse, les perspectives, les objectifs de transformation, l'action et l'organisation. L'autogestion, l'exigence de liberté et de responsabilité, l'élargissement constant de la démocratie, doivent faire nécessairement sortir partout et à chaque moment leur présence et ont des effets concrets.

.../...

### 3.13.

1°) Disqualification de l'argument adverse par le statut social, le choix politique, l'itinéraire passé... de celui qui le tient (le passé du PS, celui de la CFDT, la composition socialiste, la similitude des arguments utilisés par des partenaires et des adversaires... "ce qui est en question ce n'est pas la validité de l'argument c'est son origine").

2°) Disqualification de l'argument adverse par les intentions de son auteur. "Pourquoi le dit-il" ?

3°) Disqualification de l'argument adverse par sa fonction, sa traduction politique dans le combat politique.

4°) Disqualification de l'argument adverse par le tribunal de l'histoire ("Ici intervient le déterminisme historique : puisqu'il existe une évolution sociale à la fois inéluctable et souhaitable, tout acquis dans la bonne direction est tenu pour irréversible, seul le reste est considéré comme négociable. Les propositions qui tendent à remettre en cause les acquis sont alors inacceptables, parce que condamnés par l'Histoire").

A cela s'ajoute évidemment la répétition inlassable des mêmes formules, l'usage de qualificatifs dévalorisants et à la limite injurieux. C'est, compte tenu de cet ensemble de données, qui faut apprécier la "récupération" du thème autogestionnaire par le PCF c'est-à-dire la façon de prendre un élément ou un mot (l'autogestion) dans un ensemble et de l'introduire dans un autre ensemble, un autre système de pensée. L'autogestion a toujours posé un problème au PCF. En théorie il ne pouvait pas la réfuter en tant que finalité du communisme, elle est présente chez Marx. Mais dans la période présente il estimait qu'il fallait s'occuper d'autres choses et notamment du rassemblement de toutes les victimes des monopoles.

Sans abandonner le thème du rassemblement, la priorité aujourd'hui se déplace et semble être ailleurs. Le PCF veut se présenter comme le "parti de la classe ouvrière". Pour ce faire il ne peut pas laisser hors de son champ d'attraction des organisations authentiquement ouvrières, comme les organisations syndicales ou des militants représentatifs. D'où la récupération des thèmes qui sont portés par ces organisations et ces militants et qui influencent une partie des salariés.

C'est dans cette évolution complexe qu'il faut situer le texte du 7 novembre.

Le terme "autogestion" et le thème autogestionnaire sont apparus, au PCF, en 1976 dans une conclusion rapide d'un livre écrit par des experts du comité central ("Les communistes et l'Etat"). Ils ont gagné maintenant les premières pages des journaux et tracts communistes.

Tout ce développement part en fait d'une seule analyse : le capitalisme monopoliste d'Etat (CME). L'Etat et la Société sont sous la coupe réglée des monopoles. Il faut délivrer l'Etat de cette emprise et donc démocratiser. La démocratie est devenue en conséquence le maître mot du PCF. Et pour conclure on affirme : "L'autogestion est une autre façon de parler de cette démocratie". Cette décision est prise en référence au XXIIème congrès. Quand on rapproche les différents textes récents, on est frappé par la complémentarité du discours : d'une part la démocratie, l'autogestion, l'Union du Peuple de France, de l'autre le centralisme démocratique, le rôle du parti avant-garde (expression du rôle moteur de la classe ouvrière dans le changement social), la prétention à l'analyse scientifique. La charpente du discours reste très solide.

En définitive, au-delà du contenu de ce que le PCF nomme autogestion, les pôles d'identité du PCF restent intacts.

Des organisations et des militants ont pu être choqués par le compte rendu qui a été fait de la réunion entre CFDT et MRG. Nous n'avons jamais prétendu que le MRG faisait partie du mouvement ouvrier. Mais l'analyse de la réalité française nous amène à une double constatation :

- En France il ne peut pas y avoir actuellement de victoire de la gauche et donc d'amorce de changement sans la présence de la tradition libérale de la gauche. Elle ne constitue aujourd'hui qu'une force d'appoint. Mais elle est indispensable. Sa présence correspond d'ailleurs à ce que nous avons dit plus haut concernant la non-coïncidence entre la gauche politique et le socialisme en France ;
- d'autre part l'apport des radicaux est utile et nécessaire. C'est une approche complémentaire à celle du mouvement ouvrier qui dans une dynamique unitaire contribue à faire prendre en compte des aspects importants.

Par contre ce que nous attendons des radicaux de gauche c'est qu'ils n'usent pas de cette situation pour vouloir freiner la volonté transformatrice de l'UFP. Il va de soi, en effet, que les groupes sociaux qui soutiennent le MRG ont sur de nombreuses questions des positions différentes des nôtres. Les débats que nous avons eus avec eux ont mis en évidence un certain nombre de désaccords (nationalisations : leur étendue, à l'initiative de qui, celles du crédit...).

#### e) le P.S.U.

Par rapport à ce que nous avons dit lors de notre rencontre avec le parti, notamment d'une part la convergence sur de nombreuses analyses et objectifs et d'autre part le désaccord sur les moyens d'action que proposent le PSU, deux points sont à noter. Il s'agit du rapprochement progressif du PSU avec le programme commun, et la difficulté de constituer un pacte électoral autogestionnaire, notamment du fait des choix faits par une partie des Amis de la Terre.

#### f) l'extrême-gauche

L'ensemble des organisations est centré sur le problème de mars 1978 ! Victoire de la gauche ou de la majorité, l'hypothèque doit être levée pour la mobilisation des travailleurs.

Plus encore, les débats électoraux dominent. La LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), l'OCT (Organisation Communiste des Travailleurs née en décembre 1976 de la fusion de Révolution et de la gauche Ouvrière et Paysanne du PSU elle comprend deux tendances), et les CCA (Comités Communistes pour l'Autogestion nés en 1977 de militants de la LCR et de la majeure partie de la tendance B du PSU, c'est-à-dire en gros des ex AMR), ont signé un accord électoral : 250 candidats communs seront présentés, une plate-forme politique résumée dans le slogan "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs". Les candidats inviteront les électeurs à voter pour la "gauche réformiste" au second tour.

L.O. a refusé de se joindre au pacte électoral. Pour elle, les autres organisations d'extrême-gauche laissent planer chez les travailleurs l'illusion que la venue de la gauche au pouvoir serait positive.

La crise de l'extrême-gauche ne se manifeste pas seulement par l'éparpillement des organisations, l'attente d'un événement électoral mais aussi par la division de plus en plus sensible entre ceux qui militent dans un parti centralisé, organisé sur le mode léniniste et ceux qui souhaitent que s'expriment les aspirations et que se rejoignent les luttes les plus radicales des femmes, écologistes, homosexuels, non violents, ... La crise du militantisme est réelle à l'extrême gauche.

g) les groupes autonomes

Les groupes autonomes ont fait parler d'eux lors d'une manifestation de protestation contre l'extradition de Croissant. Le Mouvement fait de la violence un mode d'action. Difficile encore à cerner. Mais dans le cadre de difficultés en mars 1978 ils pourraient jouer leur rôle qui irait à l'encontre de ce que nous souhaitons. C'est un phénomène de dévoiement d'une certaine évolution de jeunes en quête d'insertion sociale et professionnelle.

h) les écologistes

Avant d'être un mouvement, ou des organisations, c'est un état d'esprit qui révèle le surgissement de questions importantes pour l'avenir de la société et la qualité de l'existence. Il est certain que les intentions sont diverses et les objectifs concrets divergent assurément. Cependant les écologistes existent et sont capables de réunir du monde, d'obtenir des suffrages, de lancer des idées, de construire des organisations.

Le mouvement écologiste, les écologistes par leur action, leurs décisions, leurs idées, interrogent en fait l'ensemble de la gauche politique et syndicale. Il faut noter que d'après les sondages, sur 3 personnes qui déclarent avoir l'intention de voter pour un candidat écologiste, 2 avaient choisi de voter pour le PS... et 1 pour la majorité. (lors des derniers sondages les intentions de vote en faveur des candidats écologistes tournent autour de 2 à 3% des suffrages).

Le mouvement écologiste révèle à coup sûr à la fois une certaine incapacité des grandes organisations à prendre en charge certains problèmes nouveaux et à intéresser des militants qui n'acceptent pas le cadre classique d'action et de références idéologiques des organisations plus traditionnelles. C'est une constante de la vie politique et sociale française. Il souligne aussi la force de certaines demandes d'une partie du corps social relatives à l'environnement, aux conséquences de l'industrialisation et de l'urbanisation.

Quelle attitude observer vis-à-vis de ce type de mouvement afin d'éviter qu'il ne soit dévoyé vers des impasses préjudiciables pour tous? En ce sens la décision d'une partie des organisations et des collectifs de présenter des candidats aux élections et de ne pas se désister pour le 2ème tour pose évidemment des questions sur l'avenir de l'écologie et la logique de certaines décisions. L'équivoque n'est pas en effet dissipée. On peut s'interroger sur la pertinence du combat électoral pour faire avancer certaines idées. D'autre part, le refus du désistement peut très bien se comprendre dans un processus de conscientisation et de politisation au sens large et noble du terme, mais s'il visait à marquer une défiance prioritairement à l'encontre de la gauche, le mouvement perdrait de sa force. Or l'équivoque n'est pas levée.

La CFDT a reçu une délégation des Amis de la Terre et a tenu à affirmer, dans le cadre de sa stratégie unitaire, sa volonté de travailler avec les organisations qui poursuivaient des objectifs convergents avec les nôtres. Des écologistes étaient présents au récent colloque de la CFDT sur l'Energie et on pu s'y exprimer.

Néanmoins la CFDT est au début de sa réflexion sur cette question. Au fil des événements, des décisions, nous préciserons notre politique vis-à-vis du mouvement écologiste.

" Ce débat de fond doit être poursuivi tant sur la nature de la crise de la société capitaliste que sur les moyens pour en sortir. Les propositions contenues dans la plate-forme de la CFDT, celles qu'elle est en train d'élaborer sur le plan, et les nationalisations, la fiscalité, les prestations familiales et la Sécurité Sociale, représentent la contribution de notre organisation à ce débat.

" 2). Développer une action syndicale unitaire sur les revendications et objectifs qui répondent à la crise.

" C'est à travers l'action sur des revendications et <sup>des</sup> objectifs porteurs de changements - tels ceux contenus dans la plate-forme CFDT - que les travailleurs peuvent à la fois imposer les négociations pour obtenir des résultats immédiats et être les acteurs du débat politique sur les exigences prioritaires des salariés.

" Dans la période actuelle, l'action syndicale reste l'impératif premier de la CFDT, le moyen de développer une dynamique unitaire pour les revendications immédiates et pour les transformations fondamentales. Ainsi en participant massivement à la journée de grève et de manifestations du 1er décembre organisée à l'initiative de la CFDT, de la CGT et de la FEN, les travailleurs feront avancer leurs revendications. Mais en même temps et sans qu'il soit question en rien de dépasser le cadre syndical, ils montreront par leur unité dans l'action, par le contenu de leurs propositions revendicatives, le sens et la nécessité d'un changement profond de la politique économique et sociale et donc d'un dépassement des divergences entre partis de gauche.

" En développant l'action syndicale sur des objectifs qui répondent à la crise, des objectifs de portée autogestionnaire, la CFDT entend faire des luttes sociales le moteur de l'union, le moteur des transformations à réaliser dans notre pays."

## B/ Les autres organisations syndicales

### 1° - La CGT

La rupture de l'union de la gauche a incontestablement perturbé la vie interne de la CGT comme son action extérieure. Cela s'explique assez aisément.

En effet la CGT ayant soutenu le Programme commun de gouvernement dès sa signature en 1972, avait pris l'habitude de se référer à l'union de la gauche et au contrat qui scellait l'alliance chaque fois qu'il y avait problème ou qu'il fallait aborder des questions embarrassantes. Agissant ainsi la CGT soumettait son action comme ses propositions à la politique des partis de gauche et au contenu du programme commun. On se souvient du slogan : "Union. Action. Programme commun". D'autre part se référant à l'union, elle n'avait pas à choisir officiellement entre les différents partenaires de l'union. A partir du 23 septembre, cela ne devient plus possible. D'emblée Henri Krasaki et JL Moynot donnent des nationalisations et de l'inclusion des filiales la même interprétation que le PCF. Etant donné la composition sociologique de la CGT, cela semble poser quelques problèmes et pour la première fois depuis longtemps, dans un débat important, à la Commission Exécutive (100 personnes environ) du 4 octobre, deux responsables - par ailleurs membre du Comité Directeur du PS - votent contre le texte proposé. Lors d'une réunion extraordinaire de la CE confédérale, un manifeste intitulé "Il faut que vive le Programme commun" est adopté. Il doit servir de base de discussion dans les entreprises. Le bilan de ces semaines de débats dans les structures de la CGT a été fait lors d'un CCN extraordinaire le 7 décembre. Les responsables de la CGT ont alors décidé de rencontrer les 4 partis de gauche. Ainsi, comme souvent, la CGT après avoir critiqué l'initiative CFDT en direction

La C.G.T. et la F.S.M.

Au cours de ces derniers mois, plusieurs indices semblent confirmer que la C.G.T. veut tenir compte des réalités dans sa politique internationale et prendre quelques distances vis-à-vis de la politique des syndicats des pays de l'Est.

Il faut signaler :

- l'article de Duhamel en janvier 1977 sur la situation polonaise et le manque de réaction syndicale dans ce pays,
- le récent document publié dans Le Peuple du 1er au 15 octobre. (n° 1022) portant sur le rôle des syndicats dans les pays socialistes,
- les déclarations de G. Séguy à la conférence de presse du 19 octobre 1977 sur le "mouvement syndical international".

D'autre part ce que nous savons de la préparation du prochain congrès de la FSM (Prague, avril 1978) montre qu'il existe des difficultés importantes et que plusieurs thèses s'affrontent. La CGT, qui a réaffirmé sa volonté d'adhérer à la CES, estime que la FSM est dans une certaine impasse. Avec quelque retard, elle entame avec prudence une démarche qui, par certains aspects, ressemble à celle de la CGIL.

C'est ainsi que lors de la dernière réunion du Bureau de la FSM les 26 et 27 octobre à Budapest, quatre délégations (France, Italie, Hongrie, Roumanie) ont rejeté deux des rapports fondamentaux destinés au congrès.

La CGT émet les critiques suivantes :

- fausse présentation des réalités à l'ouest et à l'est,
- refus d'aborder les questions qui se posent à l'est,
- élimination des discussions internes qui existaient plus ou moins autrefois au sein de la FSM,
- structures régionales inadaptées qui ne permettent pas la souplesse nécessaire pour les adhésions,
- la FSM devrait encourager les initiatives unitaires au niveau des multi-nationales.

Pour l'instant la CGT n'envisage pas de quitter la FSM alors que la CGIL a laissé entendre qu'elle pourrait partir (la CGIL est actuellement membre associé de la FSM). La déclaration de G. Séguy à la 17ème session du Bureau de la FSM reflète bien l'état d'esprit de la CGT vis-à-vis de son Internationale :

"La question qui est posée à cette 17ème session peut se résumer ainsi :  
 "La FSM trouvera-t-elle en elle-même la force et le courage de se rénover  
 "pour se placer à la hauteur des réalités syndicales contemporaines et jouer  
 "pleinement son rôle unitaire et progressiste. Ou bien restera-t-elle confinée  
 "dans de vieux schémas qui la condamnent à plus ou moins brève échéance à  
 "disparaître dans l'indifférence générale.

"Si nous pensions qu'il est vain d'entreprendre quoi que ce soit pour  
 "réformer la FSM, nous le dirions clairement et nous en tirerions les  
 "conséquences pour notre activité syndicale internationale.

"Or nous pensons que l'oeuvre de rénovation qui nous paraît absolument  
 "indispensable est possible et nous souhaitons y participer à part entière".

Priorités :

- réaliser l'Ecole fondamentale,
- la formation des maîtres,
- mise en oeuvre du droit à la formation initiale de tous les jeunes jusqu'à 18 ans : toutes les tendances (sauf Rénovation syndicale) disent en réalité obligation scolaire,
- unification Enseignement supérieur avec orientation (sans dire clairement sélection ou non),
- unification du système éducatif.

Sur le nucléaire : vive la science!

Au niveau de l'action la FEN a fait connaître publiquement dans la 3ème semaine de décembre ses propositions et a demandé à en discuter avec la CFDT et la CGT (et FO ?). Elles consistent en des manifestations décentralisées sur quatre thèmes (Sécurité Sociale, fiscalité, libertés, emploi-formation). Il y a, semble-t-il, quelques contradictions à déclarer vouloir mettre l'accent sur la nécessité d'une action syndicale qui mette en mouvement les travailleurs et des manifestations sur des thèmes qui ne permettent pas aujourd'hui la mobilisation du grand nombre. Surtout les difficultés liées à la multiplication de journées nationales, incapables d'impulser et de coordonner une action revendicative décentralisée au niveau des établissements, elle est à la recherche d'initiatives qui lui permettent de garder le contact avec la CFDT et la CGT. Les campagnes peuvent avoir un intérêt mais elles ne peuvent pas se substituer à l'action tenace et multiple contre la politique d'austérité.

### 3° - La CGT - FO

Force ouvrière vient de fêter son trentième anniversaire. A cette occasion, A. Bergeron a rappelé la volonté de son organisation de ne pas prêter le flanc à une quelconque utilisation politique de l'action syndicale. Force Ouvrière donne l'impression de rester figée sur les raisons qui ont conduit de nombreux militants syndicalistes à la créer.

Tout en ayant accordé sa caution à la politique actuelle par la signature d'accords de salaires dans divers secteurs, ou sur le plan interprofessionnel (la mensualisation), A. Bergeron a pris quelque distance. Il faut voir là l'échec présent de ses efforts pour obliger la négociation d'une 5ème semaine de congés payés. Il est à noter que dans divers conflits récents des organisations de F.O. ont mené la lutte avec les autres organisations. Mais il va de soi que la période qui s'ouvre n'est pas favorable à un engagement plus précis de F.O.

### 4° - Les cadres et la CGC

Les cadres constituent, c'est une banalité de le dire aujourd'hui, un des enjeux essentiels de la lutte qui se poursuit dans notre pays. Milieu composite s'il en est, impossible à définir d'une manière indiscutable.

Ainsi que nous venons de le voir le patronat en fait une des cibles essentielles de ses propositions et de son action. Il vise des catégories bien définies : cadres supérieurs, maîtrise, techniciens.

Mais le monde des cadres n'est pas que cela, il joue le rôle de groupe de référence c'est-à-dire qu'il fonctionne comme un ensemble social par rapport auquel toute une série d'autres groupes se situent idéologiquement, culturellement, socialement, même si leur situation dans l'entreprise ou dans l'économie n'a rien à voir avec celle des cadres au sens strict du terme. On intègre ses habitudes de consommer, de penser, de vivre. D'où l'importance des discours du gouvernement et des forces politiques vis-à-vis de ce milieu qui connaît sa position stratégique sur l'échiquier politique, économique, social.



## conseil national

### RAPPORT DE SITUATION GENERALE

#### Annexe IV : Les travailleuses

L'action entreprise par la CFDT pour transformer la situation des travailleuses s'appuie sur les difficultés particulières qu'elles rencontrent sur le marché du travail. Celles-ci sont essentiellement de deux ordres : la déqualification des emplois qu'elles occupent, leur maintien dans certaines zones d'activités. Entre 1968 et 1975, on assiste à une entrée en force des femmes parmi les salariés. Pour la première fois en 1975, les femmes sont plus souvent salariées que les hommes. Selon une étude de l'INSEE, publiée par Economie et Statistiques en juillet 77, "alors que la part des salariés dans la population masculine augmentait de 4 points (81,8% en 1975), dans la population féminine elle s'accroissait de 9 points (84,1% en 1975)".

Cette poussée des femmes dans le monde des salariés se traduit par l'occupation d'emplois peu qualifiés. L'évolution comparée des emplois salariés chez les hommes et chez les femmes est significative. Entre 1968 et 1975 le nombre des ouvriers a augmenté de 3,8%, celui des ouvrières de 16,8%. Mais le détail des chiffres concernant cette catégorie socio-professionnelle est encore plus révélateur. Pour cette même période, alors que les contremaîtres-hommes ont augmenté de 23,6%, les contremaîtres-femmes n'ont augmenté que de 1,2%. Par contre, les OS-hommes ont augmenté de 4,9% et les OS-femmes de 28,5%, et alors que le nombre des ouvriers qualifiés-hommes augmentait de 17,3%, celui des ouvrières qualifiées diminuait de 6,1%. Chez les manoeuvres le mouvement est inverse : le nombre des hommes diminue de 10,7%, celui des femmes augmente de 17,7%. Ainsi la croissance des ouvriers non qualifiés repose sur l'apport de main-d'oeuvre féminine (et aussi sur la présence de travailleurs immigrés). On peut dire que les femmes ont subi plus que les hommes un processus de déqualification du travail.

Autre conséquence de ce mouvement : la féminisation de certains emplois salariés ; ce qui est tout autre chose que la mixité des professions. L'article d'Economie et Statistiques déjà cité note : "lorsqu'elles sont ouvrières ou employées les femmes occupent fréquemment les postes les moins qualifiés ;

nanties d'un diplôme, elles exercent moins souvent des professions libérales que leurs homologues masculins ; enfin quand elles sont cadres moyens ou supérieurs, elles remplissent plus rarement des rôles d'encadrement et plus souvent des rôles d'assistantes ou d'intermédiaires".